



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Point presse conjoint de Bruno Le Maire et de John Kerry,
envoyé présidentiel spécial pour le Climat**

**Intervention de Bruno Le Maire,
ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance**

Bercy

Mercredi 10 octobre 2021

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 13



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Bonjour à tous.

Je suis très heureux d'accueillir ici au ministère de l'Économie et des Finances, l'envoyé spécial du président Biden pour le Climat, mon ami, John Kerry, avec lequel nous avons eu l'occasion d'échanger depuis plusieurs années sur beaucoup de sujet.

John, welcome in Paris. Welcome in the ministry of Economy and Finance and thank you for the excellent discussion that we just had together about the climate issues, climate change and the key question of green finance.

Nous sommes très heureux avec le président de la République, Emmanuel Macron, que vous aurez l'occasion de rencontrer dans quelques instants, de voir que les États-Unis, après une parenthèse de quatre ans, ont rejoint l'accord sur le climat.

Le climat, c'est l'enjeu principal de notre génération et l'enjeu principal des générations à venir.

La croissance doit être une croissance verte.

Le président de la République a eu l'occasion de le dire à plusieurs reprises et de s'engager fortement depuis trois ans dans cette direction. Nous ne pouvons pas continuer, encore moins après la crise que nous venons de connaître, dans la voie d'un développement économique qui se ferait au détriment de la planète. Nous devons conjuguer croissance et environnement et nous voulons faire de la décennie qui vient, la décennie du climat.

Les États-Unis et l'Europe partagent à nouveau cet objectif. Deux continents développés, deux continents puissants qui partagent la même résolution à lutter contre le réchauffement climatique, à faire baisser les émissions de CO₂ et à gagner ce combat climatique. Je pense que c'est une excellente nouvelle pour les générations qui viennent.

Je le redis, nous ne voulons ni décroissance ni croissance pour la croissance. Nous voulons une croissance durable et c'est ce sur quoi nous avons échangé avec John Kerry tout au long du déjeuner. Cela suppose des conditions très concrètes.

Ici, nous sommes au ministère de l'Économie et des Finances et nous essayons de regarder comment concrètement, nous pouvons nous donner les moyens de parvenir à cet objectif de lutte contre le réchauffement climatique.

La première condition, c'est d'avoir une électricité peu coûteuse, une électricité décarbonée et une électricité disponible de manière constante.

Nous avons eu l'occasion d'échanger avec l'envoyé spécial du président Biden sur ce sujet. Nous estimons que le nucléaire représente, de ce point de vue, en France comme aux États-Unis, un atout.

Nous considérons que les énergies renouvelables doivent être développées et nous le faisons en France avec l'éolien offshore.

J'ai également indiqué à John Kerry que nous avons décidé avec le président de la République, en liaison avec l'Allemagne et d'autres pays européens, de développer massivement l'hydrogène.

L'hydrogène est pour nous, dans cette recherche, une énergie peu coûteuse, décarbonée et disponible de manière constante.



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

C'est la technologie la plus prometteuse et celle sur laquelle nous avons décidé d'investir massivement.

Nous le faisons à hauteur de 7 milliards pour la France, de 9 milliards pour l'Allemagne. 16 milliards d'euros au total d'investissements publics qui seront disponibles dans le cadre d'un projet d'intérêt commun européen avec des applications très concrètes le train, le bus, le camion, avec l'objectif d'avoir nos propres productions d'hydrogène verte ici en Europe et nos propres industries qui feront l'électrolyse ici en France.

C'est un défi que nous pouvons nous lancer entre les États-Unis et l'Europe. Le défi de savoir quel sera le continent qui, le premier, aura un avion à hydrogène ? Est-ce que ce sera *Boeing* ? Est-ce que ce sera *Airbus* ? Je pense que cela peut être un défi que nous nous lançons entre États-Unis et Europe.

Nous, nous souhaitons en tout cas qu'*Airbus* dispose d'un avion à hydrogène dès 2035.

La deuxième condition, cela suppose de disposer de moyens financiers.

C'est un des points sur lequel nous avons le plus longuement échangé avec John Kerry tout au long du déjeuner.

Nous voulons que la finance se mette à la disposition pleine et entière de la lutte contre le réchauffement climatique. Nous remercions toutes les institutions financières, privées ou publiques, qui se sont déjà engagées notamment sous l'impulsion du président de la République dans cette finance verte. Nous pensons que c'est le nerf de la guerre climatique.

La finance, c'est le nerf de la guerre climatique, la finance sera verte ou ne sera pas. Elle sert les objectifs climatiques ou bien nos concitoyens se détourneront d'elle. Nous devons pour cela avoir l'assurance d'une mobilisation totale de toutes les institutions financières, privées ou publiques, et nous avons réfléchi avec John Kerry à un certain nombre d'initiatives que nous pourrions prendre dans ce domaine pour la mobilisation pleine et entière des institutions, privées comme publiques.

Nous devons également avoir l'assurance que cette finance verte, ce n'est pas du *greenwashing*, mais que les investissements financiers vont bien vers des énergies renouvelables, des énergies propres et des projets durables. J'ai donc proposé à John Kerry que nous ayons une taxonomie identique entre les États-Unis et l'Europe.

L'Europe a déjà beaucoup avancé sur la taxonomie pour garantir que la finance soit verte. Savoir exactement quels sont les investissements qui sont verts et ceux qui ne sont pas verts. Il serait dommage qu'au bout du compte, nous ayons deux règles et deux taxonomies, l'une aux États-Unis et l'UD en Europe.

Ce serait une source de confusion considérable entre nos deux continents.

Nous sommes donc favorables à une harmonisation des règles de taxonomie sur la finance verte pour que les règles soient les mêmes d'un côté et de l'autre de l'Atlantique pour plus d'efficacité. Il a donc été décidé que nous travaillons ensemble sur ce sujet.

Enfin, le troisième point important dont nous avons parlé avec John Kerry, c'est la nécessité de défendre aussi nos intérêts à partir du moment où nous avons décidé de réduire nos émissions de CO₂. Il faut nous assurer que nous n'importons pas du CO₂ à partir de produits qui ne respecteraient pas les mêmes normes environnementales et qui seraient produits à l'étranger.



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Vous savez que le président de la République a fait de la taxe carbone aux frontières un élément décisif de la prochaine présidence française de l'Union européenne, que la présidente de l'Union européenne, la présidente de la Commission européenne, Ursula Von der Leyen, est également très engagée sur ce sujet.

Je pense qu'il est important que nous ouvrons les discussions avec nos amis américains sur la question du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières qui se fera, je le rappelle, dans le respect des règles de l'Organisation mondiale du commerce et avec le souci d'associer le plus grand nombre de pays à cette initiative.

Je rappelle également que nous organiserons au ministère de l'Économie et des Finances, le 23 mars prochain, un événement qui sera justement consacré à ce mécanisme d'ajustement carbone aux frontières pour ouvrir les discussions et les échanges sur le sujet.

Enfin, dernier mot pour vous dire que cette ambition climatique, elle concerne évidemment les pays les plus émetteurs, mais doit aussi être une ambition partagée.

Il est hors de question de laisser les pays en développement au bord du chemin. Les égoïsmes nationaux n'ont aucun sens quand c'est l'avenir de notre planète qui est en jeu, c'est la solidarité qui doit guider nos choix politiques.

Je voudrais vous dire à nouveau à quel point nous nous réjouissons de voir que lors du dernier G20 Finances, la ministre des Finances américaine, Janet Yellen a soutenu le principe d'une nouvelle allocation des droits de tirage spéciaux par le Fonds monétaire international pour les pays en développement, à hauteur de 500 milliards de dollars.

Je crois que ça s'inscrit aussi dans cette politique de développement durable à laquelle nous sommes États-Unis et France favorables.